

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
LIMITEE

E/CN.14/CAS.5/CPH/4
5 janvier 1966

Original : FRANCAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Second Groupe de travail sur les recensements
de la population et de l'habitation
Addis-Abéba, 22 février au 4 mars 1966

METHODOLOGIE DES RECENSEMENTS DE L'HABITATION;
PRINCIPES ET RECOMMANDATIONS INTERNATIONAUX ET PRATIQUES AFRICAINES

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>
I. - INTRODUCTION.....	1 - 5
II. - BUTS DE L'ENQUETE ET SERVICES D'EXECUTION..	6 - 8
III. - PORTEE DES RECENSEMENTS DE L'HABITATION EN AFRIQUE.....	9 - 12
IV. - CHAMP COUVERT PAR L'ENQUETE.....	13 - 15
V. - CLASSIFICATION ET DEFINITION DES UNITES D'HABITATION.....	16 - 31
VI. - UNITES STATISTIQUES ET DENOMBREMENT.....	32 - 34
VII. - UTILISATION DU MENAGE COMME UNITE DE BASE DANS LE DENOMBREMENT - EVALUATION STATIS- TIQUE DES BESOINS EN LOGEMENTS.....	35 - 40
VIII. - EXAMEN DES PRINCIPAUX SUJETS ETUDIES DANS LES RECENSEMENTS AFRICAINS.....	41 - 48
IX. - DONNEES METRIQUES SUR LES UNITES D'HABITA- TION.....	49 - 50
X. - ETAT, AGE ET MATERIAUX DE CONSTRUCTION.....	51 - 53
XI. - DONNEES SUR LES POPULATIONS DES LOGEMENTS..	54 - 58
XII. - SUJETS SUR LESQUELS DOIT PORTER LE RECENSE- MENT AFRICAIN DE L'HABITATION.....	59 - 62

TABLEAUX

NOTE COMPLEMENTAIRE

I. INTRODUCTION

1. Ce document est en partie une révision du document E/CN.14/CAS.4/CPH/7, présenté par le secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique au premier Groupe de travail sur les recensements de la population et de l'habitation, tenu à Addis-Abéba du 21 au 29 juin 1965.

2. La révision a été effectuée essentiellement pour les raisons suivantes :

a) Corriger et améliorer, selon les vœux de la quatrième conférence des statisticiens africains, les recommandations en matière d'enquêtes africaines de l'habitation formulées par le premier Groupe de travail précité;

b) Compléter le premier document par l'étude de tableaux à recommander dans l'exploitation mécanographique des recensements africains;

c) soumettre le tout, à la lumière des principes et recommandations internationaux relatifs aux recensements de l'habitation, document provisoire des Nations Unies E/CN.3/332, au deuxième Groupe de travail africain sur les recensements de la population et de l'habitation. Le document devra avoir pour but d'aider le deuxième Groupe de travail à formuler des recommandations pour la région africaine, compte tenu de l'expérience africaine et des principes internationaux relatifs aux enquêtes de l'habitation.

3. Ces recommandations rentrent dans le cadre de la préparation du recensement mondial de 1970 de la population et de l'habitation. L'étude traite essentiellement du bilan des enquêtes par recensements de l'habitation ou touchant à l'habitation.

4. Il faut souligner que pendant le recensement mondial de la population de 1960, l'enquête sur l'habitation n'a pas particulièrement retenu l'attention des pays africains, à quelques exceptions près. Rares ont été les pays qui ont procédé à un recensement systématique de l'habitation. Souvent, quelques rubriques très sommaires concernant l'habitation ont été intégrées dans les recensements de population. Aussi, nous avons décidé d'inclure dans notre étude toutes les enquêtes statistiques disponibles relatives à l'habitation de 1954 à 1964, leur champ couvert (régional, urbain, local, territorial, etc.) et leur nature (étude purement statistique, monographique, etc.). Notre but fondamental était de dégager ce que ces enquêtes ont de commun entre elles, de conforme aux principes généraux d'enquête, de contraire à ces principes, et de vérifier si, compte tenu des conditions particulières de l'habitat en Afrique, il était opportun d'adapter et d'améliorer les recommandations internationales. Les enquêtes auxquelles on a eu recours au sondage font l'objet d'un document distinct.

5. L'étude n'a pas la prétention d'être exhaustive. Beaucoup d'informations font défaut, les problèmes de l'habitation étant le fait de services souvent non centralisés. Par ailleurs, il s'est avéré que beaucoup d'enquêtes concernant l'habitation ont été effectuées par des experts et sociétés d'études qui ne sont plus "sur place", ce qui rend difficile l'obtention d'informations, par exemple celles concernant les questionnaires ou les difficultés rencontrées sur le terrain. Il va de soi donc, que cette étude constitue moins un manuel de principes méthodologiques définitifs, qu'un ensemble de suggestions pratiques pouvant éclairer le Groupe de travail dans ses recommandations relatives aux principes internationaux d'enquête sur l'habitation pour 1970.

II. BUTS DE L'ENQUETE ET SERVICES D'EXECUTION

6. La plupart des enquêtes africaines sur l'habitation ne répondent pas au programme minimal de 1960. Peu de pays y ont souscrit : Ghana, Ile Maurice, Maroc, etc. Les enquêtes sur l'habitation entrent, en général, dans des programmes souvent limités de rénovation urbaine, d'aménagement du territoire, d'études socio-économiques, etc.; et de ce fait, ont des buts multiples qui diffèrent sensiblement de ceux recherchés par une enquête statistique systématique.

7. Leurs exécutions ont été souvent confiées à des services techniques spéciaux tels : sociétés d'urbanisme, d'habitat, d'études économiques, de travaux publics, etc., la participation des services de statistiques d'Etat étant marginale sinon nulle dans la plupart des cas.

8. Conclusion: Il serait souhaitable d'élargir la participation des services de statistiques à toute enquête relative à l'habitation. Une collaboration plus étroite entre différents services intéressés, autorise une plus large utilisation des données recueillies sur l'habitation.

Pour l'enquête mondiale de 1970, une part active sur les questions d'habitation devra être prise par les services de statistiques à l'instar des questions démographiques. L'élaboration de questionnaires, l'exécution et le contrôle des enquêtes devront relever essentiellement des services de statistiques.

III. PORTEE DES RECENSEMENTS DE L'HABITATION EN AFRIQUE

9. Comme le montre le tableau 1, peu de pays africains ont procédé à une enquête exhaustive de l'habitation. Quelques rares pays ont effectué un recensement systématique, c'est-à-dire en profondeur, de l'ensemble de leurs habitations. Dans la majeure partie des cas où un recensement a été opéré, les problèmes de l'habitation se réduisent à quelques maigres questions intégrées dans le questionnaire général de démographie : exemple : nombre de pièces, nombre de personnes par logement, etc. Il serait donc souhaitable d'étendre dans les enquêtes à venir la portée des renseignements relatifs à l'habitation.

Intégration des recensements de l'habitation aux recensements généraux de la population

10. Le recensement mondial de 1970 devrait être l'occasion de lier enquêtes démographiques et enquêtes de l'habitation. Les avantages d'une intégration de celles-ci à celles-là sont nombreux. Tout d'abord, les populations africaines commencent par se familiariser depuis quelques années avec les enquêtes essentiellement démographiques. Aussi, il serait opportun, par le canal de telles enquêtes de les initier davantage aux problèmes statistiques relatifs à l'habitation. Dans une enquête de l'habitation intégrée (au recensement général de la population) le coût de l'opération est marginal. Les données recueillies sont complémentaires et comparables : unités familiales, unités de logement, revenus, loyers, etc. Les opérations se vérifient, et cela, plus facilement. On pourrait citer d'autres avantages.

11. Cependant, un des inconvénients majeurs est que dans l'intégration des enquêtes de l'habitation aux recensements de la population, les questionnaires sont alourdis. Ce qui peut indisposer enquêteurs et enquêtés, et entraîner des erreurs et lacunes dans la collecte de données. Cependant, les avantages de l'intégration l'emportant sur les inconvénients, il serait préférable que le programme africain d'enquête de 1970 la retienne. Cette idée a été approuvée aussi bien par le premier Groupe de travail que par la quatrième Conférence des statisticiens africains.

Programme minimum d'enquête pour la région africaine

12. Compte tenu des coûts, des disponibilités limitées en personnel, des difficultés d'exploitation mécanographique et aussi de quelques particularités propres à l'habitat en Afrique, il serait indiqué, en vue d'assurer la participation africaine au programme mondial d'enquête de 1970 d'établir un programme (minimum) plus conforme aux possibilités de la plupart des pays africains. Les grandes lignes d'un tel programme seraient les suivantes :

- a) Recensement, en profondeur, de l'habitation en zone urbaine ou fortes agglomérations rurales, combiné avec le recensement général de la population. En ce cas, le questionnaire relatif à l'habitat devrait être suffisamment étoffé pour couvrir toutes les questions importantes et ne pas se présenter sous forme d'appendice au questionnaire de démographie, comme à l'ordinaire.
- b) Un sondage pourra éventuellement être opéré pour avoir des informations assez particulières sur certaines catégories de populations et d'habitations, et par là même, compléter le document.
- c) En milieu rural, il serait plus indiqué, pour des réductions de coûts d'enquêtes sur le terrain, de chiffrage, etc. de combiner le recensement de la population avec une enquête par sondage sur une fraction seule de l'habitation. Le Maroc l'a effectué avec succès en 1960, sur un gros échantillon de 1/10 de la population. En ce qui concerne l'utilisation du sondage dans les enquêtes de l'habitation, des détails sont donnés dans un document séparé.
- d) Cependant, il serait plus utile dans le cas de certains pays de petite dimension, d'habitat groupé, de population faible (ex. Gambie, Îles du Cap Vert, Zanzibar, etc.), de procéder systématiquement, aussi bien à un recensement général de la population qu'à celui de l'habitation. L'île Maurice l'a fait avec succès.

IV. CHAMP COUVERT PAR L'ENQUETE (tableau 2)

13. Peu de pays ont couvert systématiquement dans leurs enquêtes sur l'habitation l'ensemble de leur territoire (exceptés Maroc, Ghana, Libye, Ile Maurice). La majorité des enquêtes en profondeur sur l'habitation ne couvrent que des étendues limitées du territoire national ou une fraction infime de la population : zone urbaine ou quelques grosses agglomérations rurales.

Conclusion - Nécessité d'inclure la zone rurale

14. Si la quasi-totalité des enquêtes de l'habitation porte sur les agglomérations urbaines, qu'il s'agisse d'études statistiques pures ou de monographies à objets multiples, c'est parce que c'est dans les villes que se posent avec plus d'acuité certains problèmes de l'habitat et de l'habitation : surpeuplement, urbanisation, modernisation etc.; ainsi, fonds disponibles et services de planification et de statistique semblent porter leurs actions ailleurs que dans les campagnes ou les régions à habitations traditionnelles.

15. Il serait recommandable pour l'enquête mondiale de 1970, d'amener les différents pays africains à inclure dans leurs opérations statistiques le tout, ou partie de leur zone rurale. Quelques raisons l'exigent : près de 90 pour 100 des populations des pays africains vivent dans un système à habitations traditionnelles, aussi bien en milieu rural qu'en zone urbaine. La mesure des transformations sociales, des différences dans les conditions de vie et d'habitation entre ville et campagne, exige des investigations poussées, de part et d'autre. Dans l'état actuel des choses, il s'avère souvent pratiquement impossible d'établir quelques comparaisons statistiques sur les conditions d'habitation, entre zone rurale et zone urbaine dans la plupart des pays africains, les conditions de logement étant par trop différentes et les indicateurs socio-économiques relatifs au monde rural faisant presque défaut. En général, il en est de même sur le plan international pour ce qui concerne tout rapprochement statistique entre habitat

africain et habitat extra-africain par suite de divergences marquées dans les normes retenues. Soulignons, du point de vue socio-économique que l'étude approfondie des conditions de vie en milieu traditionnel, sera le préalable aux mesures nécessaires à l'arrêt du déséquilibre grave entre campagne et ville. L'exode rural qui cause de sérieux problèmes sociaux et économiques au développement urbain, trouve une de ces causes importantes dans les conditions rudimentaires de l'habitation africaine. Outre ces considérations, il faut rappeler qu'en comptabilité économique, le poste "habitation" dans les agrégats de la formation brute de capital fixe revêt une importance. Or, dans la plupart des comptes économiques en Afrique, les estimations concernant cette rubrique sont l'objet d'estimations très grossières en raison du manque de données statistiques sur l'ensemble du patrimoine bâti.

V. CLASSIFICATION ET DEFINITION DES UNITES D'HABITATION (tableau 3)

A). Pratiques africaines

i) Les unités recensées

16. Dans l'ensemble, les unités recensées dans les enquêtes africaines appartiennent à la catégorie des unités privées, les unités collectives ayant rarement été l'objet d'investigations.

17. La ventilation en unités destinées à être habitées et en unités non conçues originellement pour l'habitation mais finalement réservées à cette fin, n'a pas non plus, généralement, retenu l'attention des enquêteurs. En effet, la méthode de dénombrement souvent utilisée s'appuie sur l'occupation de fait. Un autre aspect est que dans la plupart des enquêtes de l'habitation, on est parti du dénombrement des ménages réels pour évaluer le nombre de logements. La même remarque peut être formulée en ce qui concerne certaines unités à usage double : boutique - logement, atelier artisanal - habitation, etc. Elles n'ont pas souvent bénéficié d'une classification à part et leurs effectifs numériques dans certains cas demeurent importants.

18. Il serait donc indiqué pour l'enquête mondiale de 1970, de sérier les unités d'habitation selon leur conception première. Une telle classification permet d'avoir d'abord une idée sur la crise de logements et offre une première indication sur les besoins en habitations. Un soin particulier devra être porté aussi sur les unités collectives (hôtels, internats, pensions, casernes, etc.), singulièrement dans les centres urbains africains.

ii). Classification des unités suivant le type de construction

19. Cette classification, c'est-à-dire une ventilation des unités d'habitation en logements de type classique ou permanent (bâtiment, maison en dur, etc.) et en type élémentaire, c'est-à-dire en constructions légères, rudimentaires, improvisées (baraque, tente, case traditionnelle en paille, maison en banco, carcasse de voiture, etc.)

a été largement suivie par l'ensemble des pays africains. Une telle pratique doit être conservée. Elle permet surtout de distinguer dans le stock des logements les unités de types modernes, des unités traditionnelles et autres, et autorise aussi la mesure de l'évolution de leur rapport.

20. Cependant, une classification systématique des bâtiments suivant leur type et non leur nature, c'est-à-dire en unités d'habitations individuelles, en immeubles à habitations multiples, n'a pas toujours été effectuée. Or, une telle ventilation est nécessaire aux études sur le patrimoine bâti, à la politique d'investissement dans la construction et à l'appréciation ou détermination de la fraction du stock de bâtiments à renouveler. Mais dans la plupart des pays en Afrique cette lacune est sans grand dommage en raison du fait que la quasi-totalité du stock de logements est constituée (excepté dans les grandes villes) d'unités individuelles et non d'habitations à unités multiples : maison, concession familiale, etc.

iii) Les concepts appuyant la définition des unités d'habitation

21. Nous avons à travers les enquêtes étudiées, 3 sortes de concepts définissant l'habitation :

Caractéristiques de construction

Caractéristiques géographiques ou d'occupation

Caractéristiques juridiques ou domaniales

22. La plupart des pays définissent l'habitation à partir de son contenu ou occupation par un groupement humain : logement de ménage, concession familiale, etc. Dans ce cas, on n'a pas souvent noté - si le local (ou les locaux) occupé était distinct ou non, si ses structures en faisaient une entité à part.

23. Un groupe plus restreint de pays a usé de caractéristiques de construction pures (maison, immeuble, concession, etc.). En dernier lieu, certains pays ont eu recours à certaines dispositions de leur législation domaniale pour définir l'unité d'habitation (lotissement, concession attribuée par les domaines, relevé de cadastre, etc.).

Conclusion

24. Le choix de la définition de l'habitation par son occupation humaine s'impose souvent par la nature des enquêtes, qui portent essentiellement sur des études socio-économiques (budgets familiaux, niveaux de vie, etc.) sur les ménages.
25. Un autre avantage est que la définition à partir de l'occupation permet mieux et plus facilement de saisir les données sur les populations des logements et leurs conditions de vie. Si dans les pays développés il est facile de faire correspondre à un logement un ménage, c'est-à-dire qu'on peut partir des caractéristiques de construction du logement, il n'en va pas de même de bon nombre de pays africains, surtout dans leurs agglomérations urbaines où il y a dans une certaine mesure emmêlement des ménages dans les logements (ex: 16 pour 100 des ménages partagent en commun des logements dans l'agglomération d'Addis-Abéba).
26. Cependant, cette méthode présente des inconvénients : elle ne permet pas d'avoir toujours les stocks de logements et de constructions. On donne la nature et les catégories de logements suivant le nombre de ménages occupants, mais pas la valeur absolue du nombre de constructions.
27. On pourrait corriger, d'une part, pour éviter des comptes doubles de logements dans le cas de cohabitation par plusieurs ménages, en affectant des coefficients 1, 1/2, 1/3 ... 1/n à l'inverse du nombre de ménages (1, 2, 3, ... n) occupant le même logement. On peut, d'autre part, user de tableaux doubles déterminant : le logement correspondant au ménage et le ménage correspondant au logement.

B) Conclusion générale sur la portée des définitions et classifications internationales dans la région africaine

28. Le premier Groupe de travail sur les recensements de la population et de l'habitation avait recommandé de réduire la classification internationale proposée d'unités d'habitation, jugée par certains participants trop détaillée et complexe pour l'habitat africain. Il a été reconnu qu'elle n'était pas toujours appropriée et que les définitions ne permettaient pas de toujours saisir certaines formes de l'habitat africain telles que : concessions familiales et traditionnelles - "Long Houses" ou "carrés" semi-traditionnels ou modernes, etc. En plus de cela, il a été noté pendant les discussions une certaine confusion dans l'interprétation de certains termes ou concepts, tels que : genre ou type, style ou forme de l'habitation ou du bâtiment.

29. S'il s'avère nécessaire d'adapter la classification internationale pour éviter nombre de difficultés dans la collecte et la tabulation des données, on ne devrait pas cependant négliger certains aspects fondamentaux de la classification proposée qui donnent la description physique de l'état du patrimoine bâti. D'abord, il est nécessaire de distinguer habitations privées et habitations collectives, telles que : d'une part, maison individuelle, appartement, etc., d'autre part hôtel, internat, prison, caserne, etc. La concession, qui est une forme généralement collective d'habitation, pourrait être classée, peut-être dans certains cas, comme habitation privée. Le Groupe de travail pourrait juger utile dans le classement des unités privées ou collectives d'habitation, d'user de critères de structure physique ou de critère d'occupation : enclos, nombre de toitures et leur structure physique, etc., habitation d'une seule famille ou multi-familiale, ménage, etc.

30. La classification selon le genre ou type d'habitation, dire a) unités modernes en dur ou habitations dites permanentes : maisons classiques en ciment, etc. b) unités de type traditionnel semi-traditionnel en matériaux légers, moins durables que les précédentes : ex. maison en bois, en banco, en torchis, les cases dont la durée moyenne est de quelques années. On peut y adjoindre les unités mobiles : tente, roulotte, etc. c) les unités marginales et les unités improvisées : telles que les grottes, les garages, les huttes, les débris de véhicules transformés, etc. Un minimum de ventilation permettant de distinguer de telles unités d'habitation serait à maintenir. Un recensement de l'habitation doit séparer les unités propres au logement des unités qui ne le sont pas. C'est la première donnée fondamentale nécessaire à la politique et à la détermination des besoins de logements.

31. La forme et le style de construction ont été l'objet de beaucoup de considérations. Quelle que soit l'importance de tels aspects de l'habitation, on devrait laisser aux différents pays le soin de juger de la nécessité de les inclure dans leurs questionnaires. Ce qui est plus important, c'est la nature de l'ensemble des structures physiques du bâtiment.

VI. UNITES STATISTIQUES ET DENOMBREMENT (tableau 4)

Unités physiques statistiques de dénombrement de l'habitation

32. L'unité la plus couramment utilisée est le logement, défini à partir de l'occupation qui ne répond pas dans bien des cas à la définition internationale recommandée. Le logement africain n'est pas toujours conçu avec des annexes, et dans bien des cas les annexes sont communes à plusieurs logements, principalement dans les zones urbaines surpeuplées. Lorsqu'il s'agit de constructions de type traditionnel ou semi-moderne, l'unité de compte est le "carré" de construction. Cette unité abrite souvent plusieurs familles ou ménages. Elle a aussi l'avantage d'être distincte et est souvent pourvue d'enclos. Les annexes et facilités (W.C., grenier, etc.) sont communs à l'ensemble des ménages qui y vivent.

Unités fondamentales et unités supplémentaires - Forme de questionnaire

33. Peu de pays ont eu recours à l'utilisation d'une unité supplémentaire de dénombrement. En effet, le plus souvent, les logements privés sont formés de maisons classiques et concessions traditionnelles. C'est surtout dans les villes qu'on trouve des immeubles abritant plusieurs logements (appartements). Aussi, il est souvent difficile d'utiliser un même questionnaire et une même unité pour ces deux catégories d'habitations bien différentes.

34. En conclusion, il serait recommandable, pour obtenir les données du parc de logements et de constructions, et pour obtenir des statistiques valables à l'échelle nationale ou locale, et à l'échelle internationale de comparaison, d'employer deux formulaires : une feuille dite "d'immeuble" pour l'habitation moderne généralement répandue dans les agglomérations urbaines, et une feuille dite "de construction en carré" pour l'habitat traditionnel. La feuille de concession n'aura qu'une unité, la concession même constituant un tout, et où la vie et les annexes (W.C., système d'adduction d'eau, etc.) sont communes.

Cette feuille s'adapte mieux à la communauté de vie et n'exige pas d'unité secondaire car "à l'intérieur des carrés, les logements respectifs des divers foyers sont parfois très emmêlés et il est impossible de faire correspondre exactement la construction avec le ménage qui l'occupe". Ainsi les renseignements concernant les carrés doivent porter non plus sur les logements d'une famille déterminée mais sur les constructions avec l'ensemble de leurs occupants." (Voir enquêtes Sénégal et Mali). Une telle différenciation permet d'avoir convenablement les stocks de logements de style moderne et les stocks de constructions de type traditionnelles. Cependant, il existe un inconvénient, c'est la classification des habitations qui sont à la lisière du "carré" et de l'"immeuble".

Les données des enquêtes de 1960 et de 1965 ont permis de constater que les carrés traditionnels sont souvent construits en bois et que les immeubles sont construits en briques.

Les données des enquêtes de 1960 et de 1965 ont permis de constater que les carrés traditionnels sont souvent construits en bois et que les immeubles sont construits en briques. Les données des enquêtes de 1960 et de 1965 ont permis de constater que les carrés traditionnels sont souvent construits en bois et que les immeubles sont construits en briques.

Les données des enquêtes de 1960 et de 1965 ont permis de constater que les carrés traditionnels sont souvent construits en bois et que les immeubles sont construits en briques. Les données des enquêtes de 1960 et de 1965 ont permis de constater que les carrés traditionnels sont souvent construits en bois et que les immeubles sont construits en briques.

VII. UTILISATION DU MENAGE COMME UNITE DE BASE DANS LE DENOMBREMENT -

EVALUATION STATISTIQUE DES BESOINS EN LOGEMENTS.

35. Nous avons précédemment parlé de quelques avantages (mais aussi d'inconvénients) à utiliser le ménage dans les pays africains comme base du dénombrement des unités de l'habitation, appuyée par une conception d'occupation. Il convient d'en souligner d'autres. Certaines données utiles à l'étude des conditions de l'habitation se rapportent davantage aux ménages et à leur mode de vie, plutôt qu'aux unités physiques d'habitation : statut de jouissance, revenu du chef de ménage, montant du loyer lié en grande partie à ce revenu, etc.

36. Même dans les pays développés et à structure sociale individualiste, il y a souvent difficulté à appliquer convenablement la notion de "local distinct" à des structures physiques complexes. Le phénomène est plus accentué en Afrique.

37. Un autre aspect majeur qui recommande d'employer le ménage comme base de dénombrement des unités de l'habitation est la raison que le ménage est une donnée commune aux enquêtes de population et d'habitation et que la synchronisation de ces deux formes d'enquêtes est recommandée pour le programme mondial de 1970.

38. Outre ces faits, le ménage constituerait un facteur statistique plus rationnel dans le calcul des besoins en logements et de leurs projections. En effet, les évaluations faites d'après la population totale d'un pays, le nombre de pièces (densité de peuplement), le nombre d'unités physiques standard (logement de 2,3 pièces, etc) peuvent donner des indications utiles sur la politique de construction à suivre : types de maisons à construire et influencer sur les dimensions des logements, mais ne donnent pas une idée exacte du nombre de logements nécessaires aux différents ménages actuels et potentiels, ni à la demande solvable de logements qui est particulièrement fonction des structures socio-économiques des ménages. Outre cela, il sera plus loisible de corriger les évaluations des besoins en logements à partir

des diverses enquêtes sur les ménages, beaucoup plus fréquentes, qu'à partir des recensements de la population et de l'habitation dont la périodicité dépasse largement en Afrique les 10 ans. Cependant, un pareil usage du ménage exige qu'on en donne une définition et un contenu précis, dont nous parlerons dans le chapitre XI.

39. Outre ces remarques, il faut noter que si le ménage constitue un instrument de comptage de l'habitation dans les enquêtes à caractère essentiellement démographique, il ne permet pas la description statistique des unités physiques de l'habitation. Il ne donne pas le nombre de locaux ni logements distincts, et ne facilite pas un classement des structures du logement. A la notion souvent vague du terme ménage, déjà soulignée plus haut, il faut ajouter la mobilité et l'éclatement fréquent des ménages africains entre plusieurs habitations, ce qui rend difficile quelquefois la correspondance ou l'association : ménage-logement.

Il serait donc souhaitable, dans la mesure où des pays emploieraient le ménage comme unité de compte de l'habitation, d'inclure dans leurs questionnaires des dispositions suffisantes relatives à l'appréciation des diverses unités physiques de l'habitation.

Dénombrement de l'habitation et dénombrement de bâtiments de nos

40. Quelques pays ont procédé lors de leur recensement de l'habitation à une énumération complète de tous leurs immeubles ou bâtiments. L'intérêt d'un tel dénombrement systématique, outre le fait qu'il donne la description statistique de tout le patrimoine bâti à usage d'habitation ou autre, permet d'éviter des omissions : les immeubles ou locaux vacants généralement omis dans les dénombrements de l'habitation à partir des ménages réels pris comme unités de base sont comptés. Il en est de même des locaux à usages multiples. Il reste clair dans ces conditions que l'unité fondamentale de décompte à utiliser est l'unité physique, et donc le bâtiment et non le ménage, à moins d'adjoindre à ce dernier une unité supplémentaire.

VIII. EXAMEN DES PRINCIPAUX SUJETS ETUDIES DANS LES
RECENSEMENTS AFRICAINS

A) Nombre de pièces - Pièces habitables (tableau 5)

41. Toutes les enquêtes ont attaché une grande importance aux pièces et à leur dénombrement. Quelques pays ont même considéré la pièce comme la véritable unité statistique de l'habitation (ex. : Ethiopie).

42. Mais la pièce n'a pas toujours reçu une définition nette, conforme à la définition indiquée dans les principes généraux. La définition reste fonctionnelle. Et il y a souvent abus dans l'appellation et l'application du mot pièce. C'est l'usage et l'occupation qui déterminent la pièce. Lorsque dans un local, quelles que soient ses dimensions ou ses structures physiques, il y a un lit, on y vit, il est considéré comme pièce. Aussi dans certaines enquêtes, des vérandas semi-fermées, des débarras, etc. ont été comptés comme pièces habitables^{1/}.

43. Par contre, quelques pays ont éliminé systématiquement du nombre de leurs pièces les cuisines, quelles qu'aient été leurs dimensions et leurs structures.

44. Aussi, il serait indiqué afin d'avoir des statistiques valables à l'échelon local et pour une comparaison internationale, d'abord de tenir compte des structures physiques des pièces telles qu'elles sont définies dans les recommandations et principes internationaux, et de libeller les questions relatives aux pièces de la manière suivante :

- A quoi sert la pièce ?

Quel est l'équipement (mobilier) qui s'y trouve ?

En deuxième lieu, sérier les pièces en deux catégories :

- a) Pièces principales (chambres à coucher, à manger, chambre à palabre, etc.
- b) Pièces annexes : réserves, petites cuisines, vestibules, pièces aménagées, etc.)

^{1/} Ces considérations sont conformes au climat et au genre de vie.

B) Les éléments de confortSystème d'approvisionnement en eau (tableau 6)

45. Cette caractéristique fondamentale a été dans l'ensemble traitée. Quelques pays ont rencontré des difficultés lorsqu'il s'est agi de déterminer des critères de distance.

46. Donc il serait préférable d'adopter la méthode suivante qui donne aussi bien l'accessibilité à la source d'approvisionnement que la nature même de cette source :

<u>Nature</u>	<u>Degré d'accessibilité</u>
Eau courante de ville	Dans le logement
Puits	Dans la cour
Autres (rivière, etc..)	Hors de la cour

47. Cependant, cette méthode de déterminer le degré d'accessibilité au centre d'approvisionnement en eau reste sans application dans le cas où l'enceinte de la cour fait défaut à la construction, et son efficacité peut être réduite par le fait que la distance entre l'enceinte et le bâtiment peut varier considérablement d'une maison à l'autre. Le groupe de travail aura à préciser quel genre de critères convient le mieux à l'habitat africain.

Les facilités et comforts (tableaux 7 et 8)

48. a) Les informations concernant les lieux d'aisance ont été dans l'ensemble collectées conformément aux recommandations et principes internationaux, sauf pour les enquêtes sur l'habitation intégrées dans les recensements de la population.

b) Les modalités et régimes d'occupation ont été relevés aussi.

c) Il en va de même du mode d'éclairage (électricité).

d) Les salles d'eau, endroits pour ordures ménagères, etc. ont fait médiocrement l'objet de collecte de statistiques.

IX. DONNEES METRIQUES SUR LES UNITES D'HABITATION (tableau 9)

49. La moitié des enquêtes disponibles contiennent des informations sur des données métriques de l'habitation : hauteur, surface, cubage des pièces, etc. La donnée métrique fondamentale est la surface du logement. C'est une variable qui est différemment appliquée selon les pays à certaines parties du logement. Le manque de précision dans les définitions concernant les surfaces de l'habitation à relever, et le manque de classification de ces différentes surfaces dans beaucoup d'enquêtes africaines, empêchent de tirer grand profit des données métriques recueillies.

50. Il serait avantageux de se conformer aux définitions internationales de la surface habitable restreinte, nécessaires aux comparaisons internationales et qui mesurent d'une façon adéquate les dimensions des pièces bien définies du logement. Pour la surface habitable utile, plus étendue et qui est fonction des structures physiques et aussi des conditions de vie locales, il serait souhaitable d'en donner dans chaque cas une définition non moins précise. Ces surfaces doivent être définies pour éviter des excès de relevé. On peut appuyer leur définition sur la combinaison de critères de construction : surface bâtie avec des matériaux de construction analogues à ceux des bâtiments, au moins partiellement abritée, et au-dessus du niveau du sol, etc., avec des critères d'occupation : existence d'un équipement (salon, lit, etc.) et fonction classique de logement (repos, repas, etc.). Ce dernier type de surface est souvent utile à l'étude des conditions africaines d'habitation. On aurait ainsi les deux catégories de surfaces utiles à des comparaisons internationales et aux études locales.

X. ETAT, AGE ET MATERIAUX DE CONSTRUCTION (tableau 9)

51. A l'exception des études portant spécifiquement sur les budgets familiaux, niveaux de vie, etc., toutes les enquêtes ont donné une ventilation complète des unités d'habitation suivant les matériaux composants (tableau 3). Quelques pays ont ajouté des informations relatives à l'entretien et aux réfections des bâtiments.

52. Cependant, l'âge et l'état des constructions ont fait l'objet de peu d'investigations. Certains pays qui avaient inclu ces caractéristiques dans leurs questionnaires y ont renoncé au stade de l'exploitation, en raison de nombreuses difficultés : les renseignements concernant l'âge (année de construction) contiennent souvent trop d'erreurs. En effet, l'occupant d'un logement n'en étant pas toujours le propriétaire, il lui est difficile d'en connaître l'âge. En outre, l'âge n'a pas toujours de sens pour certaines catégories d'habitations traditionnelles (maison en banco par exemple) où le renouvellement partiel de certains organes (murs, toiture, etc.) s'opère presque tous les 2 ou 3 ans en raison des intempéries.

53. L'état des constructions (neuf, vétuste, bon état, etc.) constitue un indicateur subjectif, très variable d'un enquêteur à l'autre, d'une région à l'autre, d'un type de construction à l'autre. Aussi il serait peut-être préférable pour obtenir des données sur l'état des bâtiments, et pouvoir indiquer le temps de renouvellement des stocks de logements, de combiner les données relatives aux matériaux de construction qui sont largement collectées, avec les types de logements et l'époque de construction. Les pays qui ont employé le concept d'époque plutôt que d'année (ex. : avant guerre, après guerre) ont connu moins de difficultés de terrain à ce propos. On pourra avoir recours à un calendrier historique local.

XI. DONNEES SUR LES POPULATIONS DE LOGEMENTS

Unités familiales d'occupation - Dénombrement (tableau 10)

54. Le groupement humain le plus communément considéré comme unité est le ménage pris dans l'acception large du terme, c'est-à-dire une communauté de base constituée essentiellement par des conjoints, leurs enfants, auxquels peuvent s'adjoindre éventuellement d'autres personnes parentes ou non parentes. Mais dans bien des cas, le ménage a été confondu avec la famille étendue.

55. Ainsi que nous l'avons souligné plus haut, il convient dans chaque enquête de définir avec netteté l'unité de groupement humaine considérée dans l'occupation du logement, singulièrement le ménage qui est constamment utilisé comme unité dans les décomptes de populations comme des habitations. Et de ne pas oublier la distinction et classification nécessaires entre ménages simples, ménages multiples, ménages collectifs, etc. conformément aux recommandations internationales.

56. Cependant, le dénombrement des ménages dans l'habitation n'a pas posé trop de difficultés car on est souvent parti de ceux-là pour apprécier celle-ci. Mais il faut noter des réticences à répondre sur le nombre d'occupants d'un logement (Libye, Nigéria).

Méthode de dénombrement

57. La méthode la plus utilisée a été à la fois le dénombrement combiné de fait et de jure. Elle s'adapte mieux à la mobilité des personnes.

Données socio-économiques sur les personnes (tableau 11)

58. Tous les pays ont recueilli des données sur les caractéristiques socio-économiques des occupants, partiellement ou exhaustivement. La plupart proviennent des recensements de population. Les problèmes particuliers que pose la collecte de telles informations sont plutôt traités dans les analyses des recensements démographiques.

XII. TABLEAUX DISPONIBLES

59. Les tableaux disponibles montrent que l'exploitation des données a été généralement conçue pour satisfaire à des buts qui ne sont pas toujours conformes aux tableaux d'exploitation recommandés. Cependant on y retrouve la plupart du programme d'exploitation des principes généraux.

60. Néanmoins, il faut souligner que le tableau d'exploitation relatif aux cabinets d'aisances n'a été traité que par la moitié des pays. Le tableau relatif à la vacance des logements fait presque défaut. En effet, les logements, vacants ou non occupés n'ont pratiquement pas été enquêtés. Cela est dû au fait qu'il existe très peu de logements vacants et surtout à la raison que les dénombrements opérés s'appuient généralement sur l'occupation de fait. Cependant, on devrait tenir suffisamment compte de toutes les unités, même les vacantes aux fins de contrôle de dénombrement et pour les raisons de vacance.

RECOMMANDATIONS POUR LES RECENSEMENTS
DE L'HABITATION EN AFRIQUE EN 1970

61. La quatrième Conférence des statisticiens africains a vivement recommandé que la liste provisoire de sujets relatifs à l'habitation, établie par le premier Groupe de travail des recensements de la population et de l'habitation, soit révisée en vue d'une meilleure adaptation aux conditions existant en Afrique. Les paragraphes ci-après contiennent une série de recommandations à l'usage de la région de l'Afrique, touchant les définitions, les méthodes, les sujets à étudier et les tableaux, recommandations qui ont été préparées à la demande de la quatrième Conférence des statisticiens.

PRINCIPES GENERAUX

62. 1. Le recensement de l'habitation et le recensement de la population doivent être combinés;
2. L'unité fondamentale de dénombrement doit être l'unité d'habitation, et non le ménage;
3. Il faut que les différences existant entre les conditions d'habitation en milieu rural et en milieu urbain soient prises en considération et, dans certains pays, il pourrait être nécessaire de préparer deux questionnaires distincts;
4. Dans les pays où existe le "carré" ou "concession" (compound), celui-ci doit faire l'objet d'une attention particulière;
5. Les fonds d'unité d'habitation existantes (tant occupées que vacantes) doivent être complètement dénombrés mais, dans les cas où les moyens sont très limités, l'étude d'un grand nombre des caractéristiques des bâtiments et des unités d'habitation peut être effectuée sur un échantillon de zones. Une autre solution consisterait à étudier les sujets recommandés a) sur la base d'un dénombrement complet pour les plus importantes concentrations de population et, b) sur un échantillon de zones pour le reste du territoire.

CONCEPTS FONDAMENTAUX

Définition de l'unité d'habitation

63. Par unité d'habitation, on entend un local distinct et indépendant utilisé comme habitation. En pratique, ceci signifie que les occupants peuvent y pénétrer ou en sortir sans traverser des locaux habités par d'autres personnes. Cette définition correspond à celle qui est donnée dans le document E/CN.3/332 (par. 62 et 63). Les occupants peuvent consister en un ou plusieurs ménages, selon les dispositions concernant le mode de vie dans l'unité d'habitation.

64. Un "carré" ou "concession" (compound) doit être considéré comme une unité d'habitation.

Type de bâtiment

65. Il est recommandé d'adopter la classification suivante :

- I. Unité d'habitation individuelle (pavillon);
- II. Maison double ou en rangée.
- III. Immeuble à habitations multiples (utilisé principalement pour l'habitation).
- IV. Bâtiment utilisé principalement à des fins non résidentielles.

Type d'unité d'habitation

66. La classification suggérée dans le paragraphe 82 du document E/CN.3/332 est, compte tenu des conditions régnant en Afrique, plutôt complexe. Il y a lieu néanmoins de l'élargir encore, pour permettre l'identification précise des unités d'habitation construites sous forme de concession ou compound. La classification recommandée est la suivante :

UNITE D'HABITATION PRIVEE

- I. Logement permanent (maison, appartement, etc.), en distinguant le cas de la concession.
- II. Unité d'habitation semi-permanente (hutte, baraque, etc.), en distinguant le cas de la concession.

III. Unité d'habitation mobile (tente, bateau, caravane, roulotte ou autre véhicule, etc.).

IV. Divers (granges, garages, grottes, etc., c'est-à-dire endroits qui ne sont pas destinés à l'habitation).

UNITE D'HABITATION COLLECTIVE

I. Hôtel, maison meublée (auberge, motel, pension de famille).

II. Etablissement (couvent, hôpital, internat, prison, etc.).

III. Camp (militaire, de bûcherons, de mineurs).

DENOMBREMENT COMPLET OU SONDAGE

67. Il est vivement recommandé de recourir à un dénombrement complet. Si les moyens sont trop limités pour qu'un tel dénombrement puisse être étendu à tous les sujets fondamentaux, il est recommandé :

1. D'effectuer un dénombrement complet pour les sujets 1 et 2 ainsi que 4 à 8 a). Si le recensement de l'habitation et celui de la population ne sont pas combinés, il y a lieu de faire aussi porter ce dénombrement sur les données démographiques, tout au moins les sujets 16 et 18. (On obtiendra de la sorte les données de base sur le patrimoine immobilier et la densité d'occupation jusqu'à l'échelon des petites divisions administratives).

2. D'étudier les autres sujets sur un échantillon de zones (voir les paragraphes 51 à 54 du document E/CN.3/332).

SUJETS FONDAMENTAUX RECOMMANDES

68. La liste indiquant les sujets fondamentaux n'a pas été établie en fonction de l'ordre de priorité à leur accorder, mais plutôt, approximativement, selon l'ordre dans lequel ils figurent dans le questionnaire.

No. des paragraphes
du document E/CN.3/332

Caractéristiques du bâtiment où le logement est situé

- | | |
|-------------------------------------|-----------|
| 1. Type de bâtiment | 121 - 123 |
| 2. Matériaux de construction | 141 - 142 |
| 3. Année ou période de construction | 175 |

No. de paragraphes
du document E/CN.3/332

Caractéristiques et installations de l'unité
d'habitation

- | | |
|---|----------------|
| 4. Type d'unité d'habitation (en distinguant le cas de la concession) | 81 - 109 |
| 5. Emplacement (adresse) | 140 |
| 6. Unité occupée ou inoccupée | 143, 171 - 172 |
| 7. Nombre de constructions utilisées aux fins d'habitation à l'intérieur de la concession | |
| 8. a) Nombre de pièces | 152 - 157 |
| b) Pièce destinée exclusivement à la préparation des aliments | 125 - 126 |
| 9. Surface habitable | 132 - 135 |
| 10. Alimentation en eau | 173 - 174 |
| 11. Lieux d'aisance | 166 - 169 |
| 12. Statut d'occupation | 159 - 165 |
| 13. Electricité | 127 |

Population des unités d'habitation (d'après le recensement de la population)

- | | |
|--|-----------|
| 14. Nombre de ménages | 69 - 73 |
| 15. Nombre de noyaux familiaux | 128 - 131 |
| 16. Nombre d'occupants | 144 |
| 17. Caractéristiques démographiques et économiques | 147 - 149 |
| 18. Nombre de personnes sans logis | 138 - 139 |

SUJETS SUPPLEMENTAIRES POUVANT UTILEMENT
ETRE ETUDIES

69. Quelques pays voudront peut-être étudier certains de sujets suivants :

No. de paragraphes
du document E/CN.3/332

Sur le bâtiment

- | | |
|---|-----|
| 1. Nombre d'étages | - |
| 2. Etat d'entretien | 185 |
| 3. Année de la dernière grosse réparation | - |

Sur l'unité d'habitation

- | | |
|---|-----------|
| 4. Evacuation des eaux usées | 158 |
| 5. Salles d'eau | 120 |
| 6. Propriété | 145 - 146 |
| 7. Loyer | 150 |
| 8. Eléments de confort | 181 |
| 9. Espaces extérieurs | 184 |
| 10. Durée d'occupation du ménage actuel | - |
| 11. Type d'énergie ou combustible utilisé | 124, 186 |

70. LISTE DES TABLEAUX RECOMMANDES
(compte non tenu des autres sujets utiles)

Nombre	Tableaux
1.	Unités d'habitation, ménages privés, noyaux familiaux et effectif des ménages privés, par type d'unité d'habitation et par groupe ethnique du chef de ménage.
2.	Unités d'habitation occupées, ménages privés et effectif des ménages privés, par type d'unité d'habitation, et selon le groupe ethnique, l'âge et le sexe du chef de ménage.
3.	Unités d'habitation occupées, ménages privés et effectif des ménages privés, par type d'unité d'habitation, et selon le groupe ethnique, le type d'activité et la branche d'activité économique du chef de ménage.
4.	Unités d'habitation occupées, ménages privés et effectif des ménages privés par type d'unité d'habitation et selon le groupe ethnique, le type d'activité et la profession du chef de ménage.
5.	Logements permanents et unités d'habitation semi-permanentes, selon le nombre d'occupants et le nombre de pièces, par groupe ethnique du chef de ménage.
6.	Concessions, ménages privés, noyaux familiaux et nombre d'occupants, par nombre de constructions utilisées aux fins d'habitation par groupe ethnique du chef de concession.
7.	Logements permanents occupés, selon le nombre d'occupants et la surface habitable.
8.	Unités d'habitation, ménages privés et population vivant dans des unités d'habitation, selon le type d'unité d'habitation et le système d'alimentation en eau.

Nombre

Tableaux

9. Logements occupés et leurs occupants, unités d'habitation semi-permanentes et leurs occupants, selon qu'une pièce est réservée ou non à la préparation des repas.

10. Logements occupés et leurs occupants, unités d'habitation semi-permanentes et leurs occupants, selon le type de cabinet d'aisances.

11. Logements occupés et leurs occupants, unités d'habitation semi-permanentes et leurs occupants, selon l'alimentation en électricité.

12. Ménages privés et occupants des logements et des unités d'habitation semi-permanentes, selon les modalités de jouissance.

13. Logements permanents selon les matériaux et l'année (ou période) de construction du bâtiment (dans lequel est situé le logement).

14. Logements permanents selon le type et l'année (ou période) de construction du bâtiment (dans lequel est situé le logement).

PRESCRIPTIONS CONCERNANT LES TABLEAUX

71. Les classifications générales suivantes sont recommandées :

Type d'unité d'habitation : selon les indications du paragraphe 65 ci-dessus.

La concession doit toujours être indiquée séparément; dans les cas où les concessions consistent en constructions semi-permanentes, il sera plus simple de les distinguer qu'il n'apparaît à la lecture du paragraphe 65.

Divisions géographiques : Tous les tableaux doivent (à moins que ce ne soit à déconseiller par suite des méthodes de sondage adoptées) porter sur les divisions suivantes : I. ensemble du pays; II. grandes divisions administratives; III. petites divisions administratives; IV. principales localités.

Distinguer entre les régions urbaines et les régions rurales pour I.

Groupe ethnique : le nombre de groupes indiqué doit être aussi réduit que possible (il pourrait s'agir seulement de deux ou trois groupes présentant un intérêt particulier).

72. Les prescriptions détaillées recommandées sont celles qui sont contenues dans le document E/CN.3/332.

Sens des symboles utilisés

Symboles	Données statistiques	Concepts, définition et classification utilisés
++	Données entièrement recueillies	Assez ou totalement conformes aux principes généraux ou recommandations des Nations Unies
+	Données partiellement recueillies	Partiellement conformes aux principes généraux ou recommandations des Nations Unies
-	Données non collectées	Non conformes aux principes généraux ou recommandations des Nations Unies
N	Données dont la collecte ne se pose pas ou n'aurait pas de sens	

11/11/11
11/11/11

Some New Words and Phrases

The word or phrase, and its meaning	The word or phrase, and its meaning	The word or phrase, and its meaning
The word or phrase, and its meaning	The word or phrase, and its meaning	The word or phrase, and its meaning
The word or phrase, and its meaning	The word or phrase, and its meaning	The word or phrase, and its meaning
The word or phrase, and its meaning	The word or phrase, and its meaning	The word or phrase, and its meaning
The word or phrase, and its meaning	The word or phrase, and its meaning	The word or phrase, and its meaning

TABIEAU 1

Renseignements généraux

Pays	But de l'Enquête	Nature de l'Enquête	Relation avec autres Enquêtes ou Etudes	Condition de déroulement par rapport aux autres	Période de Référence ou fréquence de l'Enquête sur l'habitation	Remarques
ALGERIE (A) M ₁	Renovation urbaine "Recher de Constantine par Société d'urbanisation : Bern, avec analyse démographique, immobilière et économique	A partir de l'exploitation du fichier du Recensement de la population	Les problèmes de l'habitation constituent une partie de cette étude	L'étude de Renovation a été effectuée séparément	1961	
ALGERIE (B)	Etude socio-économique sur le Développement de la région de Média -- portant sur les caractéristiques au niveau de l'habitation à partir de l'Equipement physique	Fi exhaustive Fi sondage. <u>Méthode statistique partielle</u>	L'habitation est chapitre de l'équipement physique	Simultanément	1963	
MAROC	Etude démographique générale et condition de vie	Recensement dans Centres urbains et <u>Sondage</u> en zone rurale	Dans cadre du Recensement de la population	Simultanément	1960	
LIBYE	Recensement national. Démographie et aspects nécessaires au développement	<u>Recensement</u>	L'habitation est un chapitre du Recensement	Simultanément mais avec préparation particulière de quelques jours pour l'habitat	1954 Durée 1 mois	
SENEGAL	Recensement démographique de la ville de DAKAR	<u>Recensement</u>	L'habitation est un chapitre du Recensement	Simultanément	1955	Depend l'étude a été complétée par un sondage en 1959 portant sur des quartiers périphériques et par la collecte d'information relatives aux foyers, ménages, habitations et quartiers
TOGO	Recensement général de la population. Complété par sondage	<u>Recensement</u>	La question sur l'habitation entre dans le cadre du recensement des Centres urbains seulement	Simultanément	2 ans : novembre 1958 à décembre 1960	
Haute-VOLTA	Recensement de la ville de Ouagadougou	<u>Recensement</u>	L'habitation est un chapitre de Recensement	Simultanément	Avril à novembre 1961	
MADAGASCAR	Etude sur l'urbanisme et l'habitat par suite des inondations de 1959	<u>Echantillon</u> prélevé au <u>hasard</u>	Indépendante	Indépendamment	Juin 1959	L'échantillon a été confectionné à partir des plans de Stratification des quartiers
ILE MAURICE ET DEPENDANCES	Recensement général démographique	<u>Recensement</u>	L'habitation est un chapitre du questionnaire	Simultanément (pendant la 1ère phase de l'enquête démographique)	Mars à mi-mai 1962	
ETHIOPIE	Enquête démographique	<u>Recensement</u>	L'habitation est chapitre du questionnaire	Indépendamment	10 au 11 septembre 1961	

Notes : M₁ Le "Bern" a effectué des Etudes similaires avec même méthode d'enquête à Gran et Mostaganem (Algérie).

TABLEAU 1
Renseignements généraux (suite)

Pays	But de l'Enquête	Nature de l'Enquête	Relation avec autres Enquêtes ou Etudes	Condition de Déroulement par rapport aux autres	Période de Référence ou fréquence de l'Enquête sur l'Habitation	Remarques
TCRAD	Recensement démographique	<u>Recensement</u>	L'enquête sur l'habitation fait partie du recensement démographique	Simultanément	Mars juillet 1962	
CONGO (BRAZZA)	Projet d'urbanisation rationnelle de Pointe Noire	<u>Recensement</u>	Chapitre du recensement démographique de la ville	Simultanément	Octobre et novembre 1958	Même le recensement démographique rentre dans un ensemble très complet d'étude socio-économique
HAUTE-VOLTA	Etude démographique et socio-économique de Bobo-Dioulasso	<u>Recensement</u>	A partir du recensement général de la ville	Simultanément	2 mois : février et mars 1961	
CAMEROON	Etude d'aménagement urbain par la Société immobilière du Cameroun	<u>Recensement</u>	L'habitat, chapitre important de l'étude socio-économique	Simultanément	Août-septembre 1961	Quelques pratiques de sondage ont été opérées pour compléter les renseignements

TABIEAU 2

Champ ouvert par l'Enquête (sur l'habitation seulement)

Pays	Aire géographique	Catégories d'habitation	Catégories socio-économiques	Remarques
ALGERIE (A)	Un seul secteur de la zone urbaine de Constantine	Toutes	83 familles	
ALGERIE (B)	Toutes les communes de la zone rurale de la région de Médéa	Toutes	Toute la population	
MAROC	Tout le territoire de l'état chérifien	Toutes	Toute la population	
LIBYE	Tout le territoire national	Toutes	Toute la population du territoire	
SENEGAL	Ville de DAKAR	Toutes	Toute la population	
TOGO	Ensemble des aires urbaines du territoire	Toutes	Toute la population urbaine	
HAUTE-VOLTA	Ville de Ouagadougou	Toutes	Toute la population urbaine	
MADAGASCAR	Ville de Tuléar	Toutes	825 personnes réparties en 175 familles sélectionnées dans 5 strates de la ville	
ILE MAURICE	Tout le territoire	Toutes	Toute la population	
ETHIOPIE	Ville d'Addis-Abéba	Toutes	Toute la population	
TCHAD	Ensemble urbain de la ville de Port Lamy	Habitat africain	11.254 concessions, abritant 28.347 ménages formant une population de 77.096 personnes	Les habitations collectives (militaires, garderies, etc.), ont été éliminées, ainsi que celles des quartiers européens
CONGO (BRAZZA)	L'ensemble de la zone urbaine	Toutes	Ensemble de la population africaine	Les quartiers sont groupés, les unités collectives telles hôpitaux, casernes, etc., ont été éliminées. L'habitat de la population européenne a été éliminé aussi, au reste il avait été l'objet d'une enquête en 1956.
HAUTE-VOLTA	L'enquête habitat porte sur 2 quartiers urbains	Toutes	Essentiellement africaines	
ALGERIE	Préfecture d'Alger	Toutes	La population (essentiellement algérienne) occupant les biens vacants	
CAMEROUN	2 quartiers de la ville de Douala : Congo et Deido	Toutes	Population africaine de ces 2 secteurs	L'habitat est essentiellement traditionnel

TABLÉAU 3

Classification des unités d'habitation, définition, ventilation

Pays	Concepts appuyant la classification			Données recueillies suivant classif. primaire		Ventilation suivant style de construction (en dur, moderne, traditionnel, improvisé, etc.) internationale ou collecte de données permettant une telle ventilation	Degré de conformité de la classification à la classification internationale	Remarques
	Concept de construction pure	Concept socio-économique	Concept juridique	Autres	Unités privées	Unités collectives	Unités non conçues pour habit. mais finalement habitées	
ALGERIE (A)	(famille-logement)				+	+	-	
ALGERIE (B)	(données sur équipement physique)				+	+	+	Nous avons en plus la classification selon "habités et non habités" et non "sinistrés et non sinistrés" due à des raisons de circonstance
MAROC	(logement)				+	+	+	
LIBIE	(logement-ménage)				+	+	+	
SENEGAL	"immeuble" et construction en carré (voir commentaire)				-	-	-	L'étude insiste lourdement sur la topographie et structure des quartiers et immeubles, mais pas de classification des logements
TOGO	(logement-ménage et famille)				+	?	+	
HAUTE-VOLTA	(logement-famille)				+	-	+	
MADAGASCAR	famille		foyer		+	-	-	
ILE MAURICE (logement et construction)					+	+	+	
ETHIOPIE	(ménage)				+	+	-	La classification et les définitions ne sont que peu conformes aux concepts généralement définis dans les recommandations internationales

TABLEAU 3 (suite)

Pays	Concepts appuyant la classification			Données recueillies suivant classif. primaire		Ventilation suivant style de construction (en dur, moderne, traditionnel, improvisé, etc.) internationale ou collecte de données permettant une telle ventilation	Degré de conformité de la classification à la classification internationale	Remarques
	Concept de construction pure	Concept socio-économique	Concept juridique	Autres	Unités privées	Collectives	Unités non conçues pour habit. mais finalement habitées	
TUNIS	concession				++	-	-	Les quasi-totalités des habitations sont de type traditionnel, donc pas de ventilation
COTE D'IVOIRE (SEKALA.)		(séjour-logement)			++	-	++	On a utilisé aussi les plans cadastraux pour le découpage et numérotation des parcelles
HAUTE-VOLTA		(séjour)			++		+	
ALGERIE	bâtiment		(voir remarque)		++	(voir remarque)	++ (questions non encore traitées enquête en cours)	Il va de soi qu'il s'agit de bâtiments déterminés par la loi sur les "biens vacants" d'après le fichier de logement de la préfecture d'Alger
CAMEROUN	concession		titre foncier		++	-	+	

TABLÉAU 4

Unités statistiques de dénombrement

Pays	Unités fondamentales	Unités secondaires	Notes sur les unités et leurs définitions
ALGERIE (A)	Logement	Immeuble et maison	L'habitat traditionnel arabe est formé d'une cour carrée ou rectangulaire entourée de laquelle sont réparties des logements.
ALGERIE (B)	Construction ou immeuble	-	C'est l'immeuble ou la construction qui est considéré dans son ensemble comme unité d'habitation.
MAROC	Logement	?	Le logement est formé par une (ou plusieurs pièces) destinée à l'habitation et dont la caractéristique essentielle est d'être indépendant et distinct.
LYBIE	Ménage-logement	-	Le dénombrement des logements se fait à partir de celui des ménages. Et l'occupation par ceux-ci définit les logements.
SENEGAL	"Carré" et logement	Immeuble	Le carré ou construction en carré, c'est l'habitation définie par un découpage domanial de type africain. Elle représente l'unité de compte de l'habitat africain correspondant au logement familial. Alors que l'immeuble de type européen est divisé en logements classiques qui servent d'unités fondamentales de dénombrement et celui-là, d'unité complémentaire (voir commentaire).
TOGO	Logement	-	Logement = pièce ou ensemble de pièces occupées par le ménage.
HAUTE-VOLTA	Logement (case concession)	-	L'habitat est défini par des données de construction et par un découpage domanial. C'est ce qui correspond à l'unité secondaire concession ou construction. L'unité du logement se fonde sur l'occupation par le ménage. Et en fait ces deux unités apparaissent comme ayant une égale importance.
MADAGASCAR	Logement ou foyer	-	Il est dit dans le cahier d'instruction : "un logement n'abrite qu'un foyer".
ILE MAURICE	Logement et immeuble	-	Pour les habitations privées, l'unité de compte est le logement. Pour les habitations collectives c'est l'immeuble qui est pris dans son ensemble comme unité de base de dénombrement.
ETHIOPIE	La pièce	-	En raison des particularités physiques de l'habitation et aussi de son occupation, la construction n'a pas été retenue comme unité de compte. Et l'unité statistique de compte finalement retenue a été la <u>pièce</u> ou <u>local</u> obtenu à partir des ménages.
TOCHAD	Concession	Logement-ménage	La concession c'est l'unité habitée; elle correspond à un bloc rectangulaire, toiture en terrasse, porte unique donnant accès directement ou par un vestibule à une cour sur laquelle s'ouvrent les pièces des habitations intérieures. C'est une construction négro-berbère ou négro-arabe.
CONGO (BRAZZA.)	"Case"-ménage (voir note)	Pièce-logement	La case est l'unité fondamentale. Il y a abus de ce terme et il ne correspond pas seulement à l'habitation traditionnelle; c'est ici plutôt synonyme d'habitation, de construction, de logement.
ALGERIE	Bâtiment	Logement	Tous les bâtiments et leurs locaux retenus font l'objet d'investigation quel que soit leur usage : habitation, bureau, etc. Donc nous sommes en présence de définitions d'occupation.
CAMEROUN	Logement et local	Concession	Le logement, unité d'habitation du ménage. Le local a été pris comme unité pour les immeubles à usage commercial, etc.
HAUTE-VOLTA	Concession	Logement	Concession dans le sens large du terme, et logement du ménage.

TABLEAU 5
Données de base recueillies

Pays	Adresse ou emplacement	Relevé des différents types d'habitation suivant caractéristiques de construction	Nombre de pièces	Degré de conformité du concept privé à la définition internationale	Remarques sur "pièces habitables" et pièces habitées. Différenciation des pièces
ALGERIE (A)	++	++	++	+	La pièce est définie par son occupation. Les normes physiques n'interviennent pas.
ALGERIE (B)	++			-	Aucune précision dans le concept pièce. C'est le logement qui considère dans son ensemble avec le dénombrement des pièces, mais sans préciser leur nature.
MAROC	++	++	++	+	Définition assez conforme aux recommandations internationales. Cependant les cuisines qu'elles que soient leurs dimensions sont exclues des nombres des pièces d'habitation.
LYBIE	++	++	-	-	Le logement est considéré dans sa totalité sans ventilation aucune des pièces.
SENEGAL	++	++	++	?	Pas de définition précise.
MALI	++	++	++	+	Classification faite selon l'usage. Et la pièce habitable se définit comme étant la chambre à coucher, la cuisine, la case à palabres. Cependant les dépendances telles : réserves, vestibules etc. sont considérées comme habitables même qu'elles remplissent une des fonctions précédemment citées.
GHANA	++	++	++	+	Une certaine classification des pièces a été opérée.
NIGERIA	++	++	++	++	Classification et définition conformes aux recommandations internationales.
TOGO	++	++	++	++	Conformité.
NIGER	++	++	++	+	Une différenciation des pièces a été établie. Elle est due essentiellement à la nature et au style de construction qui limite généralement le logement à deux pièces en bannoo, l'une servant de chambre à coucher, l'autre de pièce de séjour.
HAUTE-VOLTA	++	++	++	+	Définition et classification moyennement conformes.
MADAGASCAR	++	++	++	++	Conformité totale aux concepts internationaux.
ILE MAURICE	++	++	++	++	Les pièces habitables et coquées ont été celles servant (en moins particulièrement) de chambres à coucher, salles à manger, pièce de séjour, cuisine, pièce de domestiques. Cependant
ETHIOPIE	+	+	++	+	difficultés de compte quelquefois par le fait que la structure des pièces n'est pas conforme aux définitions retenues et l'habitation fréquente des ménages (16 % partagent les mêmes logements) ajoutent à ces difficultés.

TABLÉAU 5 (suite)

Pays	Adresse ou emplacement	Relevé des différents types d'habitation suivant caractéristiques de construction	Nombre de pièces	Degré de conformité du concept privé à la définition internationale	Remarques sur "pièces habitables" et pièces habitées. Différenciation des pièces
TOCHAD	+	-	+	+	Les constructions sont presque toutes du même style traditionnel.
CONGO (BRAZZ.)	+	+	+	+	Imprécision sur la définition de la pièce. Cependant l'usage en est déterminé. Remarquons que c'est le nombre de <u>pièces habitées</u> qui est demandé.
HAUTE-VOLTA	+	+	+	+	Définition à partir de l'occupation, mais un relevé extrêmement complet des matériaux et de données sur les bâtiments autorise une bonne classification.
ALGERIE	+	+	+	+	Enquête en cours d'exécution. Mais les questions figurent dans le programme.
CAMEROON	+	+	+	+	Définition d'usage.

TABIEAU 6
Facilités et confort
(Collecte de données)

Pays	Système d'alimentation en eau			Critère d'accessibilité à la source d'approvisionnement	Remarques sur les critères retenus
	Eau courante ou instal. d'eau courante		Autres sources		
	Particulier	Collectif			
ALGERIE (A)	++	++	-	++	Eau dans le logement; dans la cour; hors de la cour.
ALGERIE (B)	++	++	++	-	Appréciation d'ensemble à partir du réseau communal de distribution d'eau. Pas de dénombrement systématique des usagers.
MAROC	+	+	-	-	
LYBIE	-	-	-	-	
SENEGAL	++	++	-	++	Dans concession; dans logement.
TOGO	++	++	++	++	Dans logement; hors logement; dans concession.
HAUTE-VOLTA	++	++	++	++	
MADAGASCAR	++	++	-	++	A l'intérieur du logement. Extérieur au logement.
ILE MAURICE	++	++	-	++	Dist. de 10 à 1.000 mètres.
ETHIOPIE	++	++	++	-	
.....					
CHAD	+	+	++	-	Cependant une bonne ventilation a été faite selon la nature de la source d'approvisionnement.
CONGO (BRAZZA.)	++	++	++	++	Ici lorsque le système d'eau courante est particulier on l'appelle "robinet". Lorsque'il est public on l'appelle "fontaine". Les fontaines publiques constituent 85 % du mode d'approvisionnement.
HAUTE-VOLTA	++	++	++	-	
ALGERIE	++	++	N	-	
CAMEROUN	+	+	N	-	

TABLÉAU 7
Facilités et confort
(collecte de données)

Pays	Installations sanitaires		Cuisine	Emplacement pour ordures ménagères	Electricité	Remarques
	Lien d'aisance	Salle d'eau				
ALGERIE (A)	++	++	++	-	++	Des données ont été recueillies concernant l'équipement ménager : gas, chauffage, etc. Dénombrement non effectué de maison à maison, mais étude globale du tout-à-l'égout et des fosses septiques.
ALGERIE (B)	+	+	-	-	++	
MAROC	++	++	++	-	++	
LYBIE	-	-	-	-	-	Une ventilation a été faite entre installation sanitaire moderne et installations rudimentaires. L'étude porte plutôt sur les structures budgétaires.
SENEGAL	-	-	-	-	++	
TOGO	++	-	-	-	++	
NIGER	-	-	-	-	++	Beaucoup de données concernant l'équipement ménager et mobilier ainsi que l'expression des désirs.
HAUTE-VOLTA	-	+	-	-	++	
COTE-D'IVOIRE (A)	+	+	+	+	++	
COTE-D'IVOIRE (B)	++	++	++	++	++	Beaucoup de données sur l'équipement des logements. Les cuisines doivent être notées telles que soient les dimensions. Des données concernant des organes sociaux ont été relevées : dispensaire, cinéma, etc.
MADAGASCAR	++	++	++	?	++	
ILE MAURICE	++	++	++	-	++	
ETHIOPIE	++	-	-	-	++	
GABON	++	++	++	-	?	
TOCHAD	-	-	++	-	-	
CONGO (BRAZZA.)	-	+	+	-	++	
HAUTE-VOLTA	++	++	++	-	++	
ALGERIE	++	-	++	-	++	
CAMEROON	++	-	++	-	++	

TABLEAU 8

Régime d'occupation

(Collecte de données)

Pays	Statut d'occupation	Loyer	Remarques
ALGERIE (A)	+	+	
ALGERIE (B)	+	+	
MAROC	+	-	
LYBIE	-	-	
SENEGAL	-	-	
TOGO	-	-	
HAUTE-VOLTA	+	-	
MADAGASCAR	+	+	
ILE MAURICE	+	-	
ETHIOPIE	+	-	
.....			
TCHAD	+	-	Il y a beaucoup de locataires, les 2/3 des ménages (zone urbaine)
CONGO (BRAZZA.)	+	-	
HAUTE-VOLTA	+	+	Beaucoup de détails
ALGERIE	+	+	L'étude porte essentiellement sur les loyers
CAMEROUN	+	+	Assez de données

TABLEAU 9

Données domestiques et conditions physiques de l'habitation

Pays	Données métriques (surface, mur, hauteur, etc.)	Entretien des bâti- ments ou âge des constructions	Remarques
ALGERIE (A)	++	--	
ALGERIE(B)	+(voir remarque)	+(voir remarque)	Données métriques figurant dans questionnaire, mais non dans la tabulation
MAROC	-	++	
LYBIE	-	-	
SENEGAL	+(voir remarque)	-	Les données métriques concernant l'habitat de style européen seulement ont été relevées
TOGO	-	+(voir remarque)	
HAUTE-VOLTA	-	+	
MADAGASCAR	++	-	Données métriques relatives à la surface et hauteur des pièces
ILE MAURICE	-	-	
ETHIOPIE	++	-	
.....
TCHAD	-	-	
CONGO (BRAZZA.)	-	++	Pas de données de surface, mais sur nombre d'ouvertures
HAUTE-VOLTA	++	++	Etude approfondie des réparations et matériaux
ALGERIE	++	++	
CAMEROUN	++	++	Etude poussée sur les réparations des coûts des investissements, etc., surface des concessions relevée.

TABLÉAU 10
Données sur les groupes d'occupations

Pays	Groupement humain de base de l'occupation			Méthode de dénombrement		Notes sur définitions de groupement d'occupation		Remarques
	Ménage	Famille	Foyer ou autre	De jure	De fait			
ALGERIE (A)	-	++	-	-	++	Sans courant de la famille africaine (il semble)	Les dénombrements des unités familiales et des unités de logement ont été effectués séparément, mais il s'en est suivi une vérification concomitante.	
ALGERIE (B)	-	++	-	?	?	" " "	a) En ce qui concerne la zone rurale, l'élément humain de base serait plutôt le foyer ou la famille étendue.	
MAROC	++	-	Voir remarque (a)	++	b/	Ménage = groupe de personnes parentes ou non vivant habituellement dans le même logement et dont les ressources sont communes. Les membres d'un ménage prennent généralement ensemble part à la totalité de leurs repas	b) Dénombrement effectué selon : "Personnes présentes; temporairement absentes; absence de longue durée; personnes de passage".	
LYBIE	++	-	-	++	++	Ménage : une ou plusieurs personnes demeurant ensemble et partageant leurs repas, et toutes les personnes qui y sont attachées		
SENEGAL	++	-	-	++	++	Le "foyer" peut englober un ou plusieurs ménages. Il peut aussi n'en comporter aucun. Dans ce dernier cas, il s'agit soit d'une personne isolée, soit d'un groupement de camarades. Il y a "ménage" lorsque au moins deux personnes vivent ensemble par le mariage, soit dans le cas de l'absence d'un des époux par un lien d'ascendance ou de descendance		
TOGO	++	++	-	-	++	Le groupement humain de base est aussi bien la famille que le ménage		
HAUTE-VOLTA	-	++	-	+	+	Sans courant famille africaine		
MADAGASCAR	-	+	+	+		Le terme famille a été parfois utilisé à la place de foyer. Il semble que ce dernier désigne aussi bien la population qui occupe le logement quelle que soit sa structure sociale (famille, ménage, etc.) que le logement physique en soi-même		
ILE MAURICE	++	-	-	-	++	Le ménage = personne vivant seule ou groupe de personnes vivant ensemble et partageant les dépenses et occupant le même logement		
ETHIOPIE	++	-	++	++	++	Le ménage suivant plus ou moins la définition précédente.		

TABLÉAU 10 (suite)

Pays	Groupe humain de base de l'occupation			Méthode de dénombrement		Notes sur définition de groupements d'occupation		Remarques
	Ménage	Famille	Foyer en entre	De jure	de fait			
TCHAD	++	-	-	++	++	Ménage dans le sens large du terme. On a aussi apporté un soin particulier à l'étude des ménages formés par des célibataires, dont le nombre reste élevé		
CONGO (BRAZZA.)	++	-	-	++	++	Le ménage est composé des gens vivant effectivement dans un même foyer. Ce sont essentiellement père, mère et enfants et éventuellement autres parents vivant au foyer	Hous avons trois fiches : fiche de ménage, fiche pour chaque femme et fiche pour chaque homme	
HAUTE-VOLTA	++	-	-	++	++	Le ménage, lié à une notion de budget de consommation		
ALGERIE	++	-	-	++	-	Ménage dans le sens long du terme		
CAMEROUN		++	-	?	?	La famille est plus ou moins confondue ici avec le ménage étendu	Le dénombrement qui est de jure s'appuie sur le titre de droit d'occupation	

L.B. Symboles : ++ = Concept de groupement humain utilisé
+ = Concept de groupement humain partiellement utilisé
- = Concept de groupement humain non utilisé
← = Utilisation des deux concepts indiqués par les flèches.

TABEAU 11
Données socio-économiques sur les personnes

Pays	Densité d'occupation nombre de personnes (famille, ménage, etc.) dans le logement	Sexe	Age	Etat matrimonial (au moins un chef de ménage)	Occupation professionnelle en catégorie socio-économique (au moins un chef)	Remarques
ALGERIE (A)	++	++	++	++	++	
ALGERIE (B)	-	-	-	-	-	
MAROC	+	++	++	++	++	L'étude porte essentiellement sur les aspects physiques de l'habitat à travers les documents des services techniques, tels : travaux publics, hydrauliques, électricité, etc. de sorte que les quelques données relatives aux populations sont exprimées de façon qualitative, ou mieux en pourcentage global.
LYBIE	+	+	++	++	++	Pour le peuplement de l'habitation, le dénombrement n'est pas toujours ad hoc. En effet, il y a quelques comptas-doubles, les ménages étant com- fondés presque systématiquement avec le nombre de logements alors que quelques logements sont occupés par plusieurs ménages.
SENEGAL	+	++	++	++	++	Pour beaucoup d'informations concernant : appartenance ethnique, degré d'urbanisation, etc.
TOGO	++	++	++	++	++	
HAUTE-VOLTA	++	++	++	++	++	Plus d'autres détails sur le niveau d'éducation, la catégorie salariale et diplômée.
MADAGASCAR	++	++	++	++	++	
ILE MAURICE	++	++	++	++	++	
ETHIOPIE	++	++	++	+	-	Les données concernant l'état matrimonial ont été collectées mais n'ont pas été publiées.
TOCHAD	++	++	++	++	++	
CONGO (BRAZZA.)	++	++	++	++	++	En plus, nous avons des données relatives à la nationalité, l'appartenance ethnique, connaissance du français, état de santé et diplômés.
HAUTE-VOLTA	++	++	++	++	++	Etude des structures socio-professionnelles.
MOZAMBIQUE	++	+	+	-	+	Simple classification par groupe d'âge : adultes et enfants.
CAMEROUN	+	+	+	-	++	Etude détaillée des revenus et des activités professionnelles et des groupements ethniques. Etude de la population par grands groupes d'âges et sexes.

Devr de conformité des tableaux d'exploitation des différents pays sur 7 tableaux établis suivant les principes et classification relative au programme-type recommandé dans un recensement de l'habitation

N.B. Le tableau (12) présente l'analyse des tabulations des enquêtes africaines comparées avec le programme d'exploitation-type tel proposé par le document N° 28, série N et non celui proposé dans le document B/CN.3/332

Tableaux d'exploitation du programme-type	ALGERIE MAROC ^{2/} LIBIE A 21/ A	SENEGAL TOGO ^{3/} HAUTE-VOLTA MADAGASCAR ^{5/} ILE MAURICE ETHIOPIE	TUNIS COMOR(Reass.) ^{6/} HAUTE-VOLTA ^{2/} ALGERIE CAMEROUN ^{10/}
Unités d'habitation, sénes privées et occupants, selon la catégorie d'unité d'ha- bitation et division géo- graphique	++ - ++ ++	++ + ++	++ + ++
Unités d'habitation occupées et occupants, selon les ca- ractéristiques démographiques et économiques des occupants, la catégorie d'unité d'habi- tation et la division géo- graphique	- - ++ - ++	++ - + ++	++ + ++
Unités d'habitation et oom- pante, selon la catégorie d'unité d'habitation, le système d'alimentation en eau et la division géo- graphique	+ - - - ++	++ + ++	++ + ++
Logements et unités d'ha- bitation rudimentaires selon le nombre d'occupants, le nombre de pièces et la division géographique	+ - - - ++	++ + ++	++ + ++
Unités d'habitation privées occupées et occupants, selon le type de cabinets d'ai- sance, la catégorie d'unité d'habitation et la division géographique	+ - - - -	++ + ++	++ + ++
Logement et unités d'habi- tation rudimentaires va- cantes, selon la raison de la non-occupation et la division géographique	- - - - -	++ + ++	++ + ++
Unités d'habitation privées occupées, selon les modalités de jouissance, la catégorie d'unité d'habitation et la division géographique	++ - - - -	++ + ++	++ + ++

Projet définitif non encore établi

Non encore disponible

Esig : 1/ Quelques estimations globales provenant de services techniques, mais pas de ventilation mécanographique.

2/ Projet de tabulation public en mai 1963. Exécution devant être effectuée avant fin 1964.

5/ La tabulation n'est pas rigoureusement faite selon les exigences des tableaux recommandés mais selon d'autres propos spécifiques. Cependant, du résultat de l'exploitation on peut obtenir toutes les données recommandées.

6/ D'après le questionnaire seulement.

9/ Avec les renseignements recueillis on pourrait améliorer la tabulation.

9/ Beaucoup des données ont été recueillies mais la présentation des tableaux est parfois défectueuse.

10/ Les résultats se présentant davantage sous forme d'analyse d'ensemble plutôt que de tableaux. Cependant on aurait pu tirer de l'enquête presque tous les tableaux.

NOTE COMPLEMENTAIRE

Nous donnons en résumé des notes relatives à certaines enquêtes touchant à l'habitation dans divers pays d'Afrique. Elles découlent dans la plupart des cas de l'analyse succincte de questionnaires. Néanmoins elle complète dans quelque mesure le tableau des pays africains en ce qui concerne les enquêtes relatives à l'habitation.

A. Côte-d'Ivoire

1) Enquête de nutrition et niveau de vie : 1955-56

Comporte quelques questions sur l'habitation.

2) Enquête de Bouaké : 1958

Donne la répartition des ménages suivant le type d'habitation.

3) Recensement des quatre grands centres urbains : 1956-57

L'habitation constitue un petit chapitre du questionnaire démographique.

B. Guinée

1) Etude démographique par sondage de toute la Guinée : 1954-55

Comportant la distribution des groupements familiaux dans l'habitation.

Données sur la taille des concessions et toutes les caractéristiques démographiques.

2) Enquête démographique de la région de Konkouré : 1957

L'habitation est un chapitre qui étudie les données suivantes :

Nombre moyen de pièces par case

Nombre moyen de lit ou banc par case

La ventilation des cases de l'habitation suivant l'usage.

La composition physique des cases.

La densité d'occupation.

Cases non occupées et cases habitées.

C. Madagascar

1) Enquête urbaine sur l'habitation

Cette enquête couvre plusieurs villes : Diego Suarez, Tamatave, etc.

Elle utilise le même questionnaire que l'enquête dont nous avons

parlé dans la première partie, et qui est relative à Tuléar.
Elle est menée par la même société d'études (SCET coopération).

D. Sénégal

- 1) Enquête socio-économique en cours intéressant la zone urbaine de Saint-Louis, par l'IFAN
(Institut français d'Afrique Noire).

E. Dahomey

- 1) Recensement de la population de la commune de Cotonou : 1956
Le questionnaire porte sur le nombre de logements
- Nombre de pièces habitables
- Classification des types de constructions auxquelles appartiennent les logements
- Collecte de données relatives aux matériaux de construction
- Ravitaillement en eau avec critères d'accessibilité
- Eclairage.

F. Ouganda

Dans le recensement démographique de 1959, nous avons quelques questions très sommaires sur l'habitation.

G. Zanzibar

- 1) Recensement de la population, du 19 au 20 mars 1958
Le chapitre sur l'habitation est appliqué seulement aux grandes agglomérations urbaines. Il donne les renseignements suivants :
Types d'habitations : privées, collectives.
- La nature des constructions
- Le nombre de pièces.
- W.C.
En plus de cela on a toutes les caractéristiques démographiques et socio-économiques des populations.

H. Tanganyika

1) Recensement de la population : 1957

En plus de données socio-économiques et démographiques, nous avons :

- une classification des habitations
- un tableau des nombres de pièces
- le régime d'occupation
- le système d'alimentation en eau.

I. Rhodésie du Sud

1) Recensement de la population (africaine seulement) de 1962

Chapitre sur l'habitation donnant les caractéristiques suivantes :

- nature de l'habitation
- nombre de pièces
- nombre d'occupants

En plus de cela nous avons dans l'enquête toutes les données socio-économiques.

J. Fédération de Rhodésie et Nyassaland

1) Recensement de la population (non-africaine) de la Fédération : 1961

En plus des caractéristiques socio-économiques et démographiques, nous avons :

- nombre de pièces avec ventilation suivant l'usage
- ventilation des vérandas et dépendances
- salles d'eau, cuisine, W.C.
- pièces vacantes
- statut d'occupation et loyers.

K. Zambie (ex. Rhodésie du Nord)

1) Résultat du recensement démographique de la population africaine seulement : mai-juin 1963

Certains détails du recensement ont été obtenus par sondage (5 % de la population).

En ce qui concerne l'habitation, les détails suivants ont été étudiés :

- la nature des constructions
- le nombre de pièces
- le nombre d'occupants moyen par pièce
- les caractéristiques socio-économiques des occupants.

L. Kénya

1) Recensement de la population : 1962

La partie intéressant la population urbaine a été effectuée entre le 15 et 16 août 1962 et pour la région rurale en septembre 1962.

Les questions relatives à l'habitation se rapportent seulement aux agglomérations urbaines et portent sur les points suivants :

- nombre de pièces
- structure des bâtiments
- régime d'occupation
- types de construction
- installations sanitaires.

M. Afrique du Sud

1) Recensement du 6 septembre 1960

Réserve aux "blancs, aux hommes de couleur et asiatiques, les Bantous étant exclus".

L'habitation est un chapitre très détaillé, qui étudie d'abord les données socio-économiques des ménages et en plus :

- types de logement
- les fonctions des logements et pièces
- matériaux de construction
- nombre de pièces
- éclairage
- ~~statut d'occupation~~ et loyers
- système d'approvisionnement en eau.

N. Angola

1) Recensement de la population : 1960

En plus des données démographiques et socio-économiques de la famille, nous avons les points suivants :

- condition de l'habitation familiale
- statut d'occupation et loyers
- données métriques sur le logement (surface)
- nature des constructions
- alimentation en eau
- éclairage
- répartition des occupants

L'enquête est effectuée suivant les critères ci-après :

Indigènes d'une part, et

Non indigènes et assimilés d'autre part.

O. Mozambique

1) Recensement de la population, 15 septembre 1960

Avec un chapitre sur l'habitation traitant des points suivants :

- nombre de pièces
- nature des constructions
- canalisations d'eau
- éclairage
- W.C., fosses septiques
- statut d'occupation et loyers
- nombre d'occupants
- ventilation en autochtones et non-autochtones.